

Nutrition

PESTICIDES

une bombe dans nos assiettes ?

En 1962, la biologiste Rachel Carson publiait aux Etats-Unis *Printemps silencieux*, premier ouvrage à révéler les ravages de l'insecticide DDT sur la faune sauvage. Cinquante ans plus tard, d'autres produits continuent de menacer l'environnement et le débat a investi un nouveau domaine : celui de la santé humaine.

ROMAIN LOURY

Nous sommes en train de programmer des maladies pour demain. » Le porte-parole de l'association Générations Futures, François Veillerette, n'en doute pas : l'abus de contaminants chimiques nuit gravement à notre santé. Des polluants auxquels personne n'échappe, présents dans chaque objet qui nous entoure. Parmi leurs méfaits présumés : cancers, diabète, obésité, malformations congénitales, stérilité, voire troubles de l'attention avec hyperactivité (TDAH) et autisme. Autant de maladies qui

seraient en hausse. « Nous ne sommes qu'au début de la prise en compte de ces problèmes », précise-t-il.

Au centre des préoccupations, les pesticides qui regroupent insecticides, fongicides et herbicides. « Par définition, ce sont des produits dangereux. Les utiliser fait courir des risques à l'agriculteur comme au consommateur », explique Jean-François Narbonne, toxicologue de renom, enseignant à l'université de Bordeaux 1. Il reconnaît les nuisances de ces molécules mais, selon lui, il y a d'abord « un problème de médecine du travail ». Et l'expert de préciser : « On a vu des effets

chez les agriculteurs (cancers, maladie de Parkinson...); nous avons énormément de données à ce sujet. » En revanche, du côté des consommateurs, il ne semble pas y avoir de risque réel. Les études démontrent en effet que la consommation d'au moins cinq fruits et légumes par jour est bénéfique pour la santé. Elles ont été menées chez des personnes recourant à des produits de l'agriculture dite « conventionnelle », c'est-à-dire non biologique.

Qu'elle concerne les pesticides ou d'autres produits de la chimie, « la grande pollution a eu lieu

dans les années 1970 », ajoute Jean-François Narbonne qui reste optimiste pour l'avenir : « Depuis que l'on a mis en place des agences et des ministères chargés de l'environnement, nous avons massivement diminué la pollution. » Tablant sur un décalage de « quinze à vingt ans » entre l'exposition aux polluants et l'apparition de maladies, l'expert estime qu'après une hausse, « elles vont commencer à plafonner, voire à diminuer ».

François Veillerette l'admet : « Nombre de substances actives ont été retirées du marché. » Notamment, grâce à la Convention de Stockholm adoptée en 2001, signée par 151 pays, qui a conduit à l'interdiction ou à la forte restriction de l'usage d'insecticides très toxiques, comme le DDT, le chlordane et l'aldrine. Mais il « est faux de dire que la situation est parfaite, loin de là », s'insurge-t-il.

EAT2, DES RÉSULTATS RASSURANTS OU EN TROMPE-L'ŒIL ?

L'exposition des Français aux pesticides ne serait pourtant pas si élevée ; c'est ce que nous dit une grande enquête publiée en juin 2011 par l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses). Dénommée EAT2, cette étude, la plus grande conduite en France sur l'alimentation (20 000 aliments et 445 substances chimiques analysés), révèle qu'un seul pesticide, l'insecticide diméthoate, dépasserait la valeur toxicologique de référence (VTR), et cela uniquement dans les cerises. « Le risque ne peut donc être écarté [chez les forts consommateurs de cerises], mais doit néanmoins être relativisé au regard de la consommation effective de ce fruit tout au long de l'année », commente l'Anses.

L'usage des pesticides est très bien encadré, estime aussi l'Autorité européenne de sécurité des aliments (Efsa) dans son dernier rapport sur les résidus de pesticides.

Parmi les 68 000 échantillons alimentaires analysés, 97,5 % se situent en-dessous des limites autorisées, soit 1 % de mieux qu'en 2008. « Globalement, notre alimentation est beaucoup mieux contrôlée qu'avant, beaucoup plus sûre », renchérit Jean-François Narbonne. « Un message faussement rassurant pour une amélioration en trompe-l'œil », rétorque François Veillerette.

DE NOUVELLES NOTIONS DE RISQUES

La difficulté n'est pas tant que chaque substance se situe en dessous de sa limite maximale autorisée (LMR) ; il s'agit là « d'une notion de risque assez dépassée », estime le porte-parole de Générations Futures. Ce qui inquiète de nombreux experts, c'est l'effet cocktail de toutes ces molécules. Chacune est certes présente en petite dose mais, associées, elles auraient des effets additifs, voire synergiques.

« La réalité, c'est un cocktail de substances auquel on est exposé pendant de nombreuses années et auquel tout le monde ne présente pas la même sensibilité », explique-t-il. Autre argument contre les LMR : la dose ne fait pas toujours le poison, contrairement à ce qu'affirmait le savant suisse Paracelse au

À LIRE

Notre poison quotidien, Marie-Monique Robin, aux éditions La Découverte.

Pesticides, révélations sur un scandale français, Fabrice Nicolino et François Veillerette, aux éditions Fayard

Sang pour sang toxique, Jean-François Narbonne, aux éditions Thierry Souccar



UNE RECHERCHE MALMENÉE ?

La recherche sur les contaminants de l'environnement est-elle en péril ? C'est ce que craignent près de 2 700 signataires d'une pétition en ligne adressée à l'Agence nationale de la recherche (ANR). Dans un contexte budgétaire serré, celle-ci vient d'annoncer l'annulation en 2012 de l'appel d'offres Cesa (« Contaminants et environnements : métrologie, santé, adaptabilité, comportements et usages »), qui s'était élevé à 8 millions d'euros en 2011. Les signataires évoquent également « la réduction d'un quart du montant financier affecté au PNRPE (Plan national de recherche sur les perturbateurs endocriniens) en 2011 par rapport à 2008 » et une baisse de la dotation santé du Grenelle Environnement. « Que l'on réfléchisse un instant à ce que l'on aurait gagné en identifiant plus tôt et plus complètement les effets des PCB ou les atteintes sur le neuro-développement de l'enfant dues au plomb. Croire qu'on économise en diminuant le soutien à la recherche, à la formation et à l'innovation dans ce domaine serait faire un bien mauvais calcul », concluent-ils. **R. L.** ●

XVI^e siècle. Tel est le cas des fameux perturbateurs endocriniens qui n'agiraient sur le système hormonal qu'à de très faibles doses.

Pour Jean-François Narbonne, ces objections sont fondées mais la problématique dépasse la question des pesticides. « De fait, ils font partie d'une soupe chimique, où ils ne sont pas plus présents que d'autres substances », dont les parabènes et les phtalates que l'on retrouve dans les plastiques et les cosmétiques. « Si on a l'impression que les pesticides constituent un problème important pour la santé, c'est uniquement parce qu'ils sont régulièrement mesurés ; du coup, ils occupent une place importante en termes de risques perçus », ajoute-t-il. Quant aux risques réels, à l'Etat de les contrôler pour tous ; à nous de les minimiser par nos gestes quotidiens. ● **R. L.**

- Portail du ministère de l'Agriculture .
www.agriculture.gouv.fr

- Site de l'association Générations Futures :
www.reseau-environnement-sante.fr